

Accord professionnel

SANITAIRE, SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL
(Établissements et services à but non lucratif)

Accord du 29 octobre 2019
relatif à la promotion et la reconversion par l'alternance

NOR : ASET2050261M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CESSMS,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FSS CFDT ;

FSAS CGT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Objectifs

La reconversion ou la promotion par alternance a pour objet de permettre au salarié de changer de métier ou de profession, ou de bénéficier d'une promotion sociale ou professionnelle par des actions de formation ou par des actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience mentionnées à l'article L. 6313-5.

Article 2 | Publics visés

La reconversion ou promotion par alternance concerne :

- les salariés en contrat à durée indéterminée ;
- les salariés bénéficiaires d'un contrat à durée indéterminée conclu en application de l'article L. 5134-19-1 du code du travail, soit les salariés en CDI/contrat unique d'insertion (CDI/CUI) ;
- les salariés placés en position d'activité partielle mentionnée à l'article L. 5122-1.

La reconversion ou promotion par alternance concerne les salariés dont la qualification est inférieure ou égale à un niveau déterminé par décret.

Article 3 | Certifications éligibles

Conformément aux dispositions de l'article L. 6324-3 le présent accord définit les certifications professionnelles éligibles au dispositif.

Le secteur dans son ensemble est soumis aux injonctions d'évolution de « l'offre » que ce soient dans les domaines sanitaires, sociales ou médico-sociales qui ont un fort impact sur les métiers exercés et imposent des évolutions.

Ces évolutions de l'offre se traduisent dans la stratégie nationale de santé « Ma santé 2022 », dans les orientations d'inclusion portées par le secrétariat d'état aux personnes handicapées, dans le plan pauvreté, ou encore la concertation grand âge et autonomie et imposent aux entreprises du secteur de faire évoluer leurs organisations et partant leurs métiers.

Par ailleurs, il a été tenu compte des résultats de l'enquête emploi conduite en 2017 par notre secteur « sanitaire, social, médico-social, privé à but non lucratif » et des besoins en termes d'évolution des emplois et de compétences qu'elle a mis en évidence.

Sur ces bases, il a été considéré que les métiers/fonctions répertoriés ci-dessous étaient les plus impactés par les évolutions en cours et relevaient à ce titre des priorités du dispositif de reconversion ou promotion par alternance.

3.1. Métiers du soin

Les certifications suivantes permettent de répondre aux besoins en compétences nécessaires à l'évolution des modalités de prise en charge dans le cadre de la transformation de l'offre (prise en charge en milieu ouvert et intervention à domicile notamment) :

- diplôme d'État d'aide-soignant ;
- brevet professionnel de préparateur en pharmacie ;
- diplôme d'État d'infirmier ;
- diplôme d'État de manipulateur d'électroradiologie médicale ;
- diplôme de technicien supérieur en Imagerie médicale et radiologie thérapeutique ;
- diplôme d'État d'ergothérapeute ;
- diplôme d'État de psychomotricien ;
- diplôme d'État d'orthophoniste ;
- diplôme d'État de kinésithérapeute ;
- certificat de capacité d'orthoptiste.

3.2. Métiers de la filière éducative et sociale

Les problématiques sont identiques à celles du soin et prennent en compte le fait que la promotion ou la reconversion professionnelle sur des métiers pour l'essentiel réglementé suppose l'accès à une certification correspondante :

- diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social ;
- diplôme d'État de moniteur éducateur ;
- diplôme d'État d'éducateur spécialisé ;
- diplôme d'État d'éducateur technique spécialisé ;
- diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants ;
- diplôme d'État d'assistant de service social ;
- diplôme d'État d'assistant familial ;
- diplôme d'État de conseiller en économie sociale et familiale ;
- diplôme d'État de médiateur familial ;
- certificat de compétences de mandataire judiciaire ;

3.3. Métiers de la filière administrative

- diplôme universitaire TIM ;
- licence professionnelle TIM ;
- titre professionnel de secrétaire assistant médico-social.

L'évolution de l'offre de soins et des modalités de prise en charge amène des besoins de recrutement importants sur ces métiers et d'évolution des emplois et des compétences.

3.4. Fonctions nouvelles

Les regroupements d'entreprises et la transformation des activités, ainsi que le fort impact du numérique, créent un besoin de compétences nouvelles.

Ce qui conduit à identifier les besoins suivants :

Au titre de la coordination :

- gestionnaire de SSIAD.

Au titre de l'impact du numérique :

- Bac. pro. systèmes numériques ;
- BTS services informatiques aux organisations.

Au titre des réorganisations des champs d'activité du secteur :

- licence de gestion de projet ;
- licence professionnelle RH ;
- BTS, Bac. pro. correspondant aux métiers de la filière administrative.

Article 4 | *Organisation de la formation*

Lorsque la reconversion ou la promotion par alternance prévoit des actions de formation, ces dernières associent des enseignements généraux, professionnels et technologiques dispensés dans des organismes publics ou privés de formation ou, lorsqu'elle dispose d'un service de formation, par l'entreprise et l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou plusieurs activités professionnelles en relation avec les qualifications recherchées.

Article 5 | *Durée des actions*

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, les actions de reconversion ou de promotion par l'alternance doivent réunir deux conditions :

- une durée minimale comprise entre 6 et 12 mois, pouvant être allongée pour les jeunes de 16 à 25 ans qui n'ont pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ;
- une durée de la formation (positionnement, évaluation, enseignements, accompagnement, à l'exclusion des heures de stage, y compris celles prévues par les référentiels de certification) comprise entre 15 % de la durée du contrat avec un minimum de 150 heures et 25 % de la durée totale (soit 455 heures pour un emploi à temps plein pendant un an).

Le contrat de travail du salarié fait l'objet d'un avenant précisant la durée et l'objet de la reconversion ou de la promotion par alternance conformément à l'article L. 6324.6 du code du travail.

Afin de prendre en considération la spécificité du secteur sanitaire, social, et médico-social privé à but non lucratif, les signataires décident que, lorsque l'objectif de certification et le niveau de compétence du bénéficiaire le justifient :

- la durée de l'avenant peut être portée jusqu'à 24 mois ;
- la durée des actions de positionnement, d'évaluation, d'accompagnement et d'enseignements généraux, professionnels et technologiques peut être portée au-delà de 25 % et, au maximum, jusqu'à 2 200 heures en demeurant dans la limite maximale de la certification visée.

Pour les personnes âgées de 16 à 25 ans révolus qui n'ont pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel, afin de compléter leur formation initiale :

- la durée de l'avenant peut être légalement portée, si nécessaire, jusqu'à 36 mois ;
- les signataires décident que la durée des actions de positionnement, d'évaluation, d'accompagnement et des enseignements généraux, professionnels et technologiques peut être portée au-delà de 25 % et, si nécessaire, jusqu'à 2 200 heures, en demeurant dans la limite maximale de la certification visée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux actions d'accompagnement à la VAE.

Article 6 | Tutorat

6.1. Désignation du tuteur

L'employeur désigne un tuteur parmi les salariés de l'entreprise chargé d'accompagner chaque bénéficiaire de l'action de reconversion ou de promotion en alternance.

Le salarié choisi pour être tuteur doit être volontaire et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une qualification en rapport avec l'objectif de professionnalisation visé.

6.2. Rôle, missions et statut du tuteur

Les dispositions de l'accord du 7 mai 2015 relatives aux tuteurs dans les contrats de professionnalisation sont applicables aux tuteurs de la promotion et reconversion par alternance.

Article 7 | Financement

Les actions de reconversion ou de promotion par l'alternance sont financées prioritairement sur les fonds de l'alternance par l'OPCO.

Dans un souci de sécurisation des parcours professionnels promotionnels et afin de parvenir « à la garantie de bonne fin » des formations longues « certifiantes » du secteur, la période de reconversion ou promotion en alternance peut être mobilisée, notamment :

- en articulation avec le congé de transition professionnelle dont les critères de prise en charge sont possiblement définis par l'OPCO Santé sur la base des éventuels conventionnements établis par l'OPCO et les commissions de transitions professionnelles ;
- en articulation avec les fonds conventionnels, le cas échéant.

La CPNE-FP établit les montants de prise en charge des actions de professionnalisation en alternance. Cette prise en charge inclut les coûts pédagogiques et les frais annexes. Elle peut également inclure la rémunération pendant la formation.

8.1. Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires du présent accord conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir des stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

8.2. Durée de l'accord

Le présent accord est conclu à durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2020.

8.3. Révision

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. Toute demande de révision est accompagnée d'une proposition de nouvelle rédaction concernant le ou les articles soumis à révision, et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à chacune des autres organisations syndicales représentatives de salariés ainsi qu'aux organisations professionnelles d'employeurs représentatives. Les discussions portant sur la révision devront s'engager dans les trois mois suivant la date de réception de la demande. Le présent accord restera en vigueur jusqu'à la conclusion d'un avenant ou d'un nouvel accord.

8.4. Formalités de dépôt et de publicité

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

8.5. Agrément

Le présent accord et les avenants qui viendraient à être conclus sont présentés à l'agrément dans les conditions fixées à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

8.6. Extension

Les parties signataires conviennent qu'elles demanderont l'extension du présent accord en vue de le rendre applicable à tous les établissements, entreprises et services concernés par le champ d'application.

8.7. Date d'effet

Le présent accord entrera en vigueur à la condition de l'obtention de son agrément ministériel conformément aux dispositions de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles et de son extension.

Il prendra effet au 1^{er} jour du mois suivant la réalisation des conditions cumulatives suivantes :

- la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'agrément ;
- la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité, que la condition suspensive liée à l'agrément ministériel s'appliquera à toutes les entreprises et tous les établissements du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif, indépendamment de l'activité concernée.

Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre que l'accord puisse s'appliquer dans les différent(e)s entreprises et établissements relevant du même secteur de manière différente ou décalée dans le temps, voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

Fait à Paris, le 29 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)